

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

SOCIÉTÉ PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS DE
L'ARTICLE 6.2.1 DE L'ARRÊTE PRÉFECTORAL D'AUTORISATION N°2007-139 du 30
NOVEMBRE 2007**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

N° 2010 /164

Vu le livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L. 541-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-139 du 30 novembre 2007 autorisant la société PIMEST à poursuivre l'exploitation d'une partie des activités exercées précédemment par la société EUROGEP à LONGLAVILLE ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré à la société PIMEST ANTICORROSION en date du 14 septembre 2009 ;

Vu le signalement des émissions de poussières dues à l'activité de sablage pratiquée à l'air libre par la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE ainsi que des bruits gênants produits par cet établissement, effectué par un adjoint au maire de la commune de LONGLAVILLE auprès de l'inspection des installations classées le 28 octobre 2010 ;

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL lors de la visite de contrôle de des installations exploitées la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, le 28 octobre 2010 ;

Vu le rapport d'enregistrement des niveaux sonores générés par les installations industrielles exploitées par la société PIMEST ANTICORROSION sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE, mesurés par la société ASPECT le 15 juin 2010 ;

Considérant que la société PIMEST ANTICORROSION ne respecte pas les niveaux acoustiques imposés à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-139 du 30 novembre 2007 pour l'exploitation de son établissement industriel de LONGLAVILLE ;

Considérant le manque manifeste de volonté de la part de l'exploitant d'exploiter ses installations conformément à la réglementation ;

Considérant les inconvénients et nuisances générés par le non respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE :

Article 1^{er} :

La société PIMEST ANTICORROSION, dont le siège social se situe sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE, au Pôle Européen de Développement, est mise en demeure de respecter pour l'exploitation de son établissement situé à la même adresse, dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-139 du 30 novembre 2007.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions imposées dans les délais impartis, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues respectivement aux articles L. 514-2 et L. 514-11 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 :

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :


Monsieur le directeur de la Société PIMEST

Et dont copie sera adressée à :

M. le maire de LONGLAVILLE

NANCY, le 24 NOV. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE